



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

revenus

Question au Gouvernement n° 2858

Texte de la question

RÉPARTITION DES RICHESSES ET DES SALAIRES

M. le président. La parole est à M. Jean-Pierre Brard, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Jean-Pierre Brard. Monsieur le Premier ministre, vous avez dit que 2011 devait être une année utile, mais vous n'avez pas dit pour qui ! Est-ce pour les administrateurs des sociétés cotées en bourse et dont les revenus ont augmenté de 16 % en un an, ou bien est-ce pour ceux qui bénéficient du RSA et dont le nombre a augmenté de 120 000 en un an ? Est-ce pour les actionnaires que cette année sera utile, ou bien est-ce pour ceux qui veulent travailler, ou qui travaillent et qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts à la fin du mois ?

Les privilégiés que votre politique - qui est aussi celle du Président de la République - soutient ont des noms et des visages. Les noms, ce sont ceux d'Arnault, Lagardère et Bettencourt. En ce qui concerne les visages, en voici un nouveau, qui n'est pas très connu : c'est celui de M. Fayat, l'un des gros du BTP,...

M. le président. Monsieur Brard, je vous en prie, veuillez ranger cette photo !

M. Jean-Pierre Brard. ...avec 1,2 milliard d'euros de fortune personnelle, soit mille siècles de SMIC.

Non, monsieur le président, vous n'êtes pas Ben Ali ! Ici, on a le droit de s'exprimer. *(Vives exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

M. le président. Mais pas celui de gesticuler !

M. Jean-Pierre Brard. Et vous n'êtes pas non plus grossiste en muselières ! Vous ne bâillonerez pas les députés. *(Nouvelles exclamations et claquements de pupitres sur les bancs du groupe UMP. - Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et SRC.)*

Monsieur le Premier ministre, allez-vous continuer de privilégier ceux-ci *(L'orateur brandit de nouveau la photo)* et d'augmenter le nombre de ceux-là *(L'orateur brandit la photo d'un sans domicile fixe. - Vives exclamations sur les bancs du groupe UMP)*, que l'on voit dans le métro ?

M. le président. Monsieur Brard !

M. Jean-Pierre Brard. Ou est-ce que, enfin, vous allez répartir la fortune et les richesses autrement : moins pour les riches et plus pour ceux qui travaillent ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et SRC.)*

M. le président. La parole est à Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie, des finances et de l'industrie*. Monsieur Brard, à chacun selon son travail, à chacun selon son mérite et à chacun selon ses besoins. *(Vives exclamations sur les bancs des groupes GDR et SRC.)*

M. le président. Mes chers collègues !

Mme Christine Lagarde, *ministre*. Il y a un point sur lequel nous serons l'un et l'autre d'accord : nous devons impérativement augmenter le travail et récompenser les mérites si l'on veut satisfaire les besoins. *(Mêmes mouvements sur les mêmes bancs.)*

M. le président. Je vous en prie, mes chers collègues, calmez-vous !

Mme Christine Lagarde, *ministre*. Monsieur Brard, vous posez la question de la répartition. Je voudrais attirer votre attention sur une enquête qui a été faite sur l'année 2008 par l'OCDE, dont on peut difficilement contester les chiffres. Il apparaît que l'écart de revenus entre les plus modestes et les plus privilégiés avait beaucoup augmenté aux États-Unis, en Allemagne, au Canada, au Japon,...

M. Alain Bocquet. Et en France ?

Mme Christine Lagarde, *ministre*. ...mais, curieusement, pas en France. (*Nouvelles exclamations sur les bancs des groupes GDR et SRC.*)

Lorsque vous regardez cette étude, notamment en ce qui concerne les revenus moyens, l'écart ne s'est pas creusé.

M. André Chassaigne. Ce que vous dites est honteux !

Mme Christine Lagarde, *ministre*. Par ailleurs, je vous rappelle que le Président de la République et le Premier ministre sont particulièrement sensibles à la question des revenus autres que ceux du travail, (*Mêmes mouvements sur les mêmes bancs*)...

M. Alain Néri. Lagarde à la mine !

M. le président. Mes chers collègues, écoutez la réponse, je vous prie !

Mme Christine Lagarde, *ministre*. ...c'est-à-dire l'ensemble des biens publics qui sont fournis par les services publics et les administrations. Ils représentent à peu près 23 % du revenu disponible. Et, grâce à l'excellence des services fournis par les administrations françaises, l'écart s'est réduit.

M. Bruno Le Roux. C'est du mépris pour les Français !

Mme Christine Lagarde, *ministre*. Il était de un à cinq si l'on ne tient pas compte du revenu distribué par les administrations ; il est ramené de un à trois lorsque l'on prend en compte l'ensemble des biens fournis par les administrations au titre des services que l'on dit publics - je pense notamment à l'éducation ou encore aux services de santé, qui entrent grandement en ligne de compte dans le bien-être perçu par l'ensemble de nos concitoyens. Donc, vous le voyez, nous n'avons pas à rougir. (*Exclamations et huées sur les bancs des groupes GDR et SRC.*)

En matière de répartition des revenus, les revenus distribués entrent aussi en ligne de compte. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Jean-Jacques Candelier. Une réponse pareille, c'est honteux !

M. Jacques Desallangre. Insupportable !

M. Bruno Le Roux. Lamentable !

Données clés

Auteur : [M. Jean-Pierre Brard](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (7^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2858

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Économie, finances et industrie

Ministère attributaire : Économie, finances et industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 19 janvier 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 19 janvier 2011